

Unité départementale des Alpes-Maritimes
Immeuble Nice Leader - Tour Hermès
64/66 route de Grenoble
06200 Nice

Marseille, le 2 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECORD FRANCE

544 rue des Trois Moulins
ZI des Trois Moulins
CS 60709
06600 Antibes

D/SPR/GP/176/2023
Référence : 2022_632
Code AIOT : 0006401175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement RECORD FRANCE implanté 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins, 06600 Antibes. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des arrêtés de mise en demeure n° 380 du 7 février 2019 (points restants non traités dans le cadre du rapport n° 2019_673 du 3 décembre 2019) et n° 450 du 9 mars 2020 qui ont été pris à l'encontre de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECORD FRANCE
- 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins, CS 60709, 06600 Antibes
- Code AIOT : 0006401175
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Record France fabrique des amortisseurs pour les véhicules automobiles ainsi que pour des engins spéciaux (arroseurs agricoles ...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des arrêtés de mise en demeure n° 380 du 7 février 2019 et n° 450 du 9 mars 2020
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 07/02/2019, article 1 - A)1	/	Astreinte	Sans
2	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 07/02/2019, article 1 - A)3	/	Astreinte	Sans
3	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article –4.1.7	/	Mise en demeure, respect de prescription,	01/01/2024
4	Gestion des déchets	Code de l'environnement – Article L. 541-3	/	Mise en demeure, respect de prescription, Amende	01/01/2024
					Sans
5	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 09/03/2020, article 1	/	Astreinte	Sans

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Record France ne respecte pas :

- une prescription de son arrêté préfectoral d'autorisation relative à la quantité maximale de déchets produite,
- plusieurs prescriptions réglementaires ayant déjà fait l'objet de mises en demeure.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de prendre :

- une mise en demeure,
- des sanctions administratives sous la forme d'une amende administrative et d'une astreinte administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2019, article 1 - A)1			
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 380 du 7 février 2019 Article 1 ^{er} La société Record France, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins - 06160 Antibes, est mise en demeure, pour la suite de l'exploitation de son établissement de traitement de surfaces situées à la même adresse que son siège social, de respecter les prescriptions selon les détails et les délais ci-après énoncés :			
Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008			
Items	Article	Prescriptions	Délais
1.A)1	Article 1.5.1. (Porter à connaissance)	"Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation."	3 mois
Constats : L'exploitant a déjà fait l'objet d'une consignation et l'inspection constate que l'exploitant n'a toujours pas porté à la connaissance du Préfet les modifications apportées à son installation avec tous les éléments d'appréciation concernant l'augmentation de déchets "eaux de chimie et effluents chromiques" produits par l'établissement. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de prendre une sanction administrative sous la forme d'une astreinte administrative.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Astreinte			

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2019, article 1 - A)3			
Thème(s) : Autre, Dossier ICPE			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 380 du 7 février 2019 Article 1 ^{er} La société Record France, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins - 06160 Antibes, est mise en demeure, pour la suite de l'exploitation de son établissement de traitement de surfaces situées à la même adresse que son siège social, de respecter les prescriptions selon les détails et les délais ci-après énoncés :			
Arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008			
Items	Article	Prescriptions	Délais
1.A)3	Article 3.4.2. (Plan des réseaux)	<i>"Un schéma de tous les réseaux et un plan de tous les égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec un isolement alimentaire,...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)."</i>	3 mois
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le plan des réseaux (reseaux.dwg) daté du 19 janvier 2004 avec modification au 7 avril 2019 (indice B - Ajout arrivée d'eau et disconnecteur) de son établissement. Ce document n'est pas complet. Il manque notamment : - l'ouvrage d'isolement situé en aval du réseau d'eau pluviale, - une partie du réseau d'eau potable. La prescription de l'arrêté préfectoral rappelée par l'arrêté de mise en demeure n'est toujours pas respectée. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de prendre une sanction administrative sous la forme d'une astreinte administrative.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Astreinte			

N° 3 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15/12/2008, article –4.1.7.		
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral d'autorisation n° 13254 du 15 décembre 2008 Article 4.1.7. Déchets produits par l'établissement Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :		
Référence nomenclature (Articles R. 541-7 à R. 541-11 du Code de l'environnement)	Nature du déchet	Quantité Maximale annuelle produite de Déchets en fonctionnement normal (en tonnes)
[...]	[...]	[...]
07 01 01	Effluents chromiques	3,350
07 01 01	Eaux de chimie	28,7
[...]	[...]	[...]
Constats : L'exploitant présente à l'inspection son registre des déchets qui pour l'année 2021 indique les évacuations des eaux de chimie à hauteur de 52 tonnes et celles des effluents chromiques à hauteur de 5 tonnes. Les quantités de déchets précitées sont chacune supérieures à celles autorisées. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-dessus.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure		

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement – Article L. 541-3 I
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Code de l'environnement Article L. 541-3: I.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé. [...]
Constats : L'exploitant ne respecte pas les dispositions prises au titre de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 13254 du 15 décembre 2008 visant à limiter la quantité de déchets produite par le fonctionnement de son installation définie à l'article 4.1.7. - Déchets produits par l'établissement à savoir 3,350 t pour les effluents chromiques et 28,7 t pour les eaux de chimie. Les quantités portées sur le registre des déchets au titre de l'année 2021 sont respectivement de 5 tonnes et de 52 tonnes. Les quantités de déchets précitées sont chacune supérieures à celles autorisées. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de : <ul style="list-style-type: none">• mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-dessus,• prendre des sanctions administratives sous la forme d'une amende administrative.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, Amende

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/03/2020, article 1											
Thème(s) : Situation administrative, Garantie financière											
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet											
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 450 du 9 mars 2020 Article 1 : La société Record France dont le siège social est situé 544, rue des Trois Moulins, à Antibes, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de son installation située à la même adresse que son siège social, de respecter les prescriptions ci-après :											
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Arrêté ministériel du 31 mai 2012</th></tr> <tr> <th>Article</th><th>Prescriptions</th><th>Délai</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2</td><td><i>"Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1^{er} juillet 2017 sont les installations listées en annexe II du présent arrêté."</i></td><td>2 mois</td></tr> </tbody> </table>			Arrêté ministériel du 31 mai 2012			Article	Prescriptions	Délai	2	<i>"Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1^{er} juillet 2017 sont les installations listées en annexe II du présent arrêté."</i>	2 mois
Arrêté ministériel du 31 mai 2012											
Article	Prescriptions	Délai									
2	<i>"Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1^{er} juillet 2017 sont les installations listées en annexe II du présent arrêté."</i>	2 mois									
Le délai ci-dessus est à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant.											
Constats : L'exploitant confirme à l'inspection qu'il n'a pas déterminé par calcul le montant des garanties financières à laquelle son établissement est soumis. Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de prendre des sanctions administratives sous la forme d'une astreinte administrative.											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Astreinte											